



Les facteurs internes d'instabilité politique en Asie centrale

SURVOL STRATÉGIQUE

Jean-François Gagné

À la suite de la dissolution de l'Union soviétique, les gouvernements des États nouvellement indépendants d'Asie centrale – Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan, Kirghizistan et Tadjikistan – ont entamé la transition d'une économie planifiée vers une économie de marché et créé de nouvelles institutions nationales afin de renforcer leur autonomie décisionnelle. Ils ont adopté des modèles de développement national divergents pourtant fondés sur la même rhétorique : stabilité politique et croissance économique. Des facteurs internes d'instabilité politique ont toutefois enrayé ces desseins : tant l'accroissement de la violence politique que la précarité de la situation économique de ces États constituent autant d'obstacles à leur essor.

L'auteur est chercheur en géopolitique à la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM.

La précarisation de la situation économique

Le choc de l'indépendance a provoqué l'émergence d'une nouvelle structure des échanges économiques et a bouleversé l'organisation des sociétés d'Asie centrale. Ainsi, les États d'Asie centrale sont confrontés à la désintégration du système économique et à la croissance des inégalités sociales : malgré des indicateurs macro-économiques encourageants, la situation est préoccupante. Après la désintégration des systèmes monétaire et financier soviétiques qui a accompagné la dissolution de l'URSS et la désorganisation des échanges commerciaux, les États d'Asie centrale ont tenté de restructurer leur économie en réorientant leur source d'approvisionnement en capitaux et produits divers. Mais l'absence de mécanismes de régulation du processus de privatisation et de la gestion des services sociaux a directement engendré une politisation de l'appropriation privée et une dégradation substantielle des avantages sociaux.

- Durant la période soviétique (1917-1991), les républiques d'Asie centrale subsistaient grâce à un système de péréquation où les paiements de transferts du budget de l'Union composaient l'essentiel de leurs revenus. En effet, l'Union contrôlait la majorité des revenus générés par les entreprises de la région et subventionnait l'ensemble des activités économiques. Avec l'indépendance, l'arrêt abrupt des entrées de capitaux en provenance de Moscou força les États d'Asie centrale à chercher de nouvelles sources de financement

(prêts internationaux et investissements directs étrangers), qui se sont avérées ruineuses et/ou insuffisantes au regard des moyens et besoins de ces derniers. De surcroît, le système d'échanges en URSS était parfaitement intégré et se limitait au territoire soviétique. Avec l'indépendance, les États enclavés d'Asie centrale déployèrent une stratégie de diversification de leurs partenaires commerciaux afin d'affaiblir le pouvoir de Moscou sur le processus décisionnel, accroître le rapport qualité/prix des produits et services importés, et trouver de nouveaux débouchés commerciaux aux entreprises exportatrices.

- À ce jour, les succès sont mitigés : la relation entre les États d'Asie centrale et les firmes étrangères d'une part et entre les pays qui cherchent à y gagner une influence d'autre part, demeure conflictuelle. Elle donne lieu à une féroce compétition pour le contrôle des ressources naturelles qui contribue à l'augmentation drastique des coûts de transaction et des délais de production. En effet, les exportations de produits primaire (hydrocarbures, minerais et coton) sont la principale source de revenu des États d'Asie centrale ; or, étant donné les sommes colossales nécessaires à leur extraction et l'absence d'investissement national, les États d'Asie centrale n'ont d'autre choix que celui de solliciter les investisseurs étrangers et, par conséquent, de partager à contrecœur la rente (*production sharing agreement*). La compétition pour le contrôle des hydrocarbures de la région et des flux économiques est d'ailleurs particulièrement vive entre, d'un côté, les États-Unis et l'Union européenne, et de l'autre, la Chine, l'Inde et le Japon. Ce à quoi il faut ajouter la Russie qui déploie des efforts considérables afin de conserver son monopole sur le réseau de pipeline de la région.
- Dans le même temps, l'absence de mécanismes de régulation des marchés a conduit à la politisation du processus de privatisation. Le détournement de biens publics à des fins personnelles par les détenteurs du pouvoir politique a donné lieu à une fuite de capitaux, ensuite réinvestis à l'étranger. Il a également conduit à l'émergence d'une classe de nouveaux riches et plus globalement à un accroissement des disparités de revenus. L'abandon des filets sociaux soviétiques, tels la garantie d'emploi et la gratuité des services de santé et d'éducation, a accru cet écart et a engendré une véritable paupérisation de la population, témoin d'une réalité économique contrastée.
- En réponse à ce portrait négatif des États d'Asie centrale, les dirigeants politiques rétorquent que la situation économique est encourageante : la croissance économique est soutenue, l'inflation est maîtrisée, le taux de change est stable, les systèmes bancaires se développent et les États d'Asie centrale entreprennent un processus d'intégration économique régionale. Pourtant, la réalité économique demeure problématique. Premièrement, les données statistiques produites par les institutions nationales d'Asie centrale – plus particulièrement le Turkménistan et l'Ouzbékistan – ne sont pas conformes aux standards internationaux et sont arbitrairement redéfinies en fonction d'objectifs politiques. Deuxièmement, la production industrielle actuelle des économies nationales d'Asie centrale est à peine supérieure à celle qui prévalait avant l'indépendance. Troisièmement, les prix actuellement favorables des matières premières (coton, pétrole et or) sur les marchés internationaux contribuent significativement aux performances économiques, mais leur extrême volatilité rend improbable le maintien de cette croissance. Finalement, les relations commerciales entre les États d'Asie centrale se

détériorent, ces derniers privilégiant les actions unilatérales au détriment d'une coopération régionale.

Ainsi, de nombreux obstacles se dressent devant les dirigeants politiques d'Asie centrale : une croissance économique soutenue paraît incertaine à moyen terme et long terme, tandis que l'inégale redistribution des richesses accroît le mécontentement de la population et alimente la radicalisation des forces d'opposition politique.

L'accroissement de la violence politique

Dès les premiers jours de leur indépendance, les dirigeants politiques des États d'Asie centrale ont proclamé leur détermination à intégrer les principes démocratiques à leur mode de gouvernement. Depuis, ces paroles sont restées lettre morte. Les régimes présidentiels autocratiques contrôlent d'une main de fer la vie politique : sans espace légal d'expression, les forces d'opposition (partis politiques, lobbies et ONG) se radicalisent.

- Depuis le milieu des années 1990, la répression des forces d'opposition est systématique et l'instauration d'une ploutocratie apparaît inéluctable. D'un côté, malgré l'absence de partis d'opposition nationaux, qui pourraient légalement et légitimement menacer l'autorité des présidents, les forces de l'ordre éliminent tous les groupes perçus par l'État comme une menace à la pérennité du pouvoir en place. De l'autre, le Parlement entérine les lois initiées par les Chefs d'État et l'administration de l'État fonctionne sur la base d'un système clientéliste. Traditionnellement, l'organisation politique en Asie centrale gravite autour d'une communauté restreinte, qu'elle soit familiale, locale, clanique ou régionale. Cet héritage, toujours présent en Asie centrale, est aujourd'hui juxtaposé à une multiplication des formes d'organisation politique, tel un lobby défendant les intérêts particuliers des entrepreneurs.
- En outre, le système politique des États d'Asie centrale est non pas constitué de partis politiques mais bien de réseaux d'appartenance fondés sur le clientélisme où les institutions servent les intérêts privés de leurs dirigeants. Le résultat est une fragmentation des forces d'opposition sans véritable plate-forme électorale nationale. Toute organisation politique qui s'oppose publiquement aux politiques des Chefs d'État d'Asie centrale est limitée par les exigences démesurées des lois électorales, par les décisions législatives incohérentes, par l'absence de liberté d'expression, par l'utilisation démesurée de la force des services de sécurité et par la tenue de procès sans égard aux droits de la défense. Pour renforcer leur autorité, les Chefs d'État en Asie centrale abusent de l'utilisation de référendums plébiscites constituants pour remodeler la Constitution à leur guise. Leur contrôle quasi absolu du processus législatif leur confère un pouvoir quasi discrétionnaire tandis que le Parlement est réduit au rôle de chambre d'enregistrement, composé exclusivement de représentants des partis pro-présidentiels.
- Les rares organisations politiques indépendantes qui perdurent, survivent dans la clandestinité, mais ce sont véritablement les organisations islamiques qui émergent dans le paysage politique. Il est vrai que sans statut légal les organisations indépendantes sont de facto considérées comme criminelles. Certaines organisations financent leurs

opérations par le commerce informel et/ou illicite. Certaines tissent un réseau international, où les chefs exilés et la diaspora sollicitent des donateurs privés et des gouvernements étrangers pour différents services. Par contre, elles ont toutes instauré, comme mode d'opération interne, une culture du secret, une forme d'Omerta, respectée sous peine de subir de graves châtements.

- Simultanément, les organisations islamistes s'implantent et gagnent du terrain principalement dans la région la plus défavorisée et la plus peuplée de l'Asie centrale : la vallée de Ferghana qui est située sur le territoire du Tadjikistan, du Kirghizistan et de l'Ouzbékistan. À un degré moindre, elles ont des activités caritatives et informationnelles dans d'autres régions de l'Asie centrale. Certaines organisations, telles le Mouvement islamique ouzbek et l'Hizb-ut-tharir revendiquent un changement de régime et l'imposition des lois islamiques tout en affichant des ambitions supranationales. Seule le Mouvement islamique ouzbek préconise une lutte armée, mais les prêches enflammés des Imams attisent le désespoir d'une population désillusionnée par la détérioration des conditions de vie.

Ainsi, la principale source interne d'instabilité politique dans cette région est la crise de légitimité des dirigeants politiques et plus particulièrement des leaders de l'exécutif. Toutefois, un changement de régime provoquerait indubitablement une lutte fratricide pour le contrôle du pouvoir, paralyserait le gouvernement et engendrerait une instabilité plus incontrôlable encore. Le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Kirghizistan et le Tadjikistan ont encore devant eux une longue marche vers l'économie de marché, elle-même subordonnée à la stabilisation durable de la région tant sur le plan politique qu'économique.

RÉFÉRENCES ET RESSOURCES

Glenn, John, « The Soviet Legacy in Central Asia », Palgrave, New York, 2001, 198 pages.

Luong, Pauline J., « Institutional change and political continuity in Post-Soviet Central Asia : power, perceptions, and pacts », Cambridge University Press, Cambridge (NY), 2002, 320 pages.

Metveeva, Anna, « Democratization, Legitimacy and Political Change in Central Asia », *International Affairs*, Vol. 75, no. 1, 1999, pp. 23-44.

Rumer, Boris Z. (ed.), « Central Asia: A Gathering Storm », M.E. Sharpe, Armonk, New Jersey, 2002, 442 pages.

Williams, Phil, « Criminalization and Stability in Central Asia and South Caucasus », in Olga Oliker & Thomas Szayna (eds.), *Faultlines of Conflict in Central Asia and the South Caucasus*, RAND, Santa Monica, CA, 2003, pp. 71-107.

International Crisis Group, « Central Asia: Islam and the State », ICG Asia Report No. 59, 10 July 2003, Osh/Brussels, 54 pages.



Asie